



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité de la gestion de la mondialisation

Deuxième session
12-14 octobre 2005
Bangkok

**PLANIFICATION ET ÉVALUATION DU PROGRAMME: SUIVI ET ÉVALUATION:
EXAMEN DE PROJETS SE RAPPORTANT À LA GESTION
DE LA MONDIALISATION**

(Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire)

**PROGRAMME OMC-CESAP D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR
L'ASIE ET LE PACIFIQUE**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document contient une mise à jour de l'évaluation qualitative du Programme de formation commun OMC-CESAP, effectuée pour le Comité de la gestion de la mondialisation à sa première session, tenue du 19 au 21 novembre 2003. Le programme a été évalué et désigné comme projet phare du secrétariat visant à aider les membres et membres associés de la Commission à faire face aux défis de la mondialisation. En plus de cette mise à jour, le présent document examine de nouveaux aspects du programme et propose des activités complémentaires. Le Comité est invité à se pencher sur les conclusions de ce rapport et à donner des indications au secrétariat concernant les activités futures à mener dans le cadre de ce programme.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	1
I. EXAMEN DES ACTIVITÉS	1
II. CONCLUSIONS ET RÉSULTATS	3
A. Pertinence et mandats	3
B. Qualité et efficacité	4
C. Efficience	6
D. Impact à long terme et durabilité du programme	6
III. ORIENTATION FUTURE ET RECOMMANDATIONS	7

Introduction

1. Il est largement reconnu qu'une mise en œuvre efficace des règles et principes du système commercial multilatéral offre aux pays en développement les meilleures chances d'accroître leur potentiel commercial et de développement. Cependant, les besoins, préoccupations et intérêts varient d'un pays à l'autre de la région. Alors que certains sont préoccupés par leur accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'autres cherchent à gérer leurs problèmes de développement et de commerce dans le cadre des négociations au titre du Programme de Doha pour le développement. Vu le nombre et la complexité accrus de ces problèmes, les résultats ne sont nullement assurés. Par conséquent, les pays en développement d'Asie et du Pacifique ont de plus en plus besoin d'assistance technique. Afin de répondre à ce besoin, la CESAP met en œuvre au bénéfice des pays membres en développement un programme d'assistance technique comportant de la recherche, de l'information, de la formation et des services consultatifs. L'une des principales composantes de ce programme entre dans le cadre du Programme de formation commun OMC-CESAP.

2. Le programme commun OMC-CESAP poursuit un triple objectif. Premièrement, il améliore la compréhension qu'ont les responsables gouvernementaux des règles de l'OMC, ce qui permet de mieux tenir les engagements pris en vertu des accords OMC. Deuxièmement, il renforce les capacités de négociation, permettant ainsi une participation plus active aux discussions. Troisièmement, il constitue un forum d'échange d'expériences et d'idées sur les politiques et les stratégies concernant l'OMC.

3. Pour atteindre cet objectif, le noyau du programme est constitué de toute une gamme de cours de formation et de séminaires destinés aux fonctionnaires de niveau intermédiaire. De temps à autre, des dialogues de politique générale sont organisés à l'intention des décideurs politiques de haut niveau. Dernièrement, le programme s'est étendu à la recherche et à l'analyse en matière de politiques commerciales.

4. Le document E/ESCAP/CMG/9, qui a été soumis au Comité de la gestion de la mondialisation à sa première session tenue en novembre 2003, contient une évaluation détaillée du programme. La section ci-après actualise cette évaluation et ébauche l'orientation future du programme.

I. EXAMEN DES ACTIVITÉS

5. La signature, le 4 août 1999, d'un mémorandum d'accord entre l'OMC et la CESAP a marqué le début du Programme de formation commun. Une liste de 25 activités organisées dans le cadre du programme est annexée au présent document (voir annexe, section A). Le partenariat avec l'OMC pour la planification et la mise en œuvre des activités est l'élément central du programme. Ce dernier est financé à parts égales par l'OMC et par le Programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, à travers la CESAP. Entre janvier 2004 et juillet 2005, plus de 500 responsables gouvernementaux de tous les pays membres et membres associés en développement de la Commission, également membres de l'OMC ou cherchant à le devenir, ont participé au programme. Le tableau ci-après indique la situation des membres et membres associés de la CESAP au regard de l'accession à l'OMC.

**Tableau. Situation des membres et membres associés de la CESAP
au regard de l'accèsion à l'OMC**

A. Membres de la CESAP^a

Pays membres de l'OMC	Membres régionaux		Membres non régionaux	
	Pays observateurs en cours d'accèsion ^b	Pays sans statut auprès de l'OMC	Pays membres de l'OMC	Pays observateurs
<i>Arménie</i>	Afghanistan	Iles Marshall	États-Unis d'Amérique	–
Australie	<i>Azerbaïdjan</i>	Kiribati	France	
Bangladesh	Bhoutan	Micronésie (États fédérés de)	Pays-Bas	
Brunéi Darussalam	Iran (République islamique d')	Nauru	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	
Cambodge	<i>Fédération de Russie</i>	Palaos		
Chine	<i>Kazakhstan</i>	<i>République populaire démocratique de Corée</i>		
Fidji	<i>Ouzbékistan</i>	Timor-Leste		
<i>Géorgie</i>	République démocratique populaire lao	Turkménistan		
Iles Salomon	<i>Samoa</i>	Tuvalu		
Inde	<i>Tadjikistan</i>			
Indonésie	Tonga			
Japon	Vanuatu			
<i>Kirghizistan</i>	<i>Viet Nam</i>			
Malaisie				
Maldives				
<i>Mongolie</i>				
Myanmar				
Népal				
Nouvelle-Zélande				
Pakistan				
Papouasie-Nouvelle-Guinée				
Philippines				
République de Corée				
Singapour				
Sri Lanka				
Thaïlande				
Turquie		9		
Total partiel	27	13	4	–
	Total 49		Total 4	

B. Membres associés de la CESAP

Pays membres de l'OMC	Pays observateurs en cours d'accèsion	Pays sans statut auprès de l'OMC
Hong Kong (Chine)	–	Guam
Macao (Chine)		Iles Cook
		Iles Mariannes septentrionales
		Nioué
		Nouvelle-Calédonie
		Polynésie française
		Samoa américaines
	Total	9

^a Les pays dont le nom est en caractères gras sont des PMA, et ceux dont le nom est en italiques sont des pays en transition.

^b Les pays auxquels a été accordé le statut d'observateur doivent entamer les négociations en vue de leur accèsion dans les cinq ans suivant l'octroi de ce statut.

6. Les gouvernements hôtes ont fourni un appui technique, logistique et financier aux activités organisées hors de Bangkok.

7. Différentes activités d'assistance technique ayant trait à la recherche, à l'analyse et aux dialogues régionaux de politique générale, à l'occasion desquelles l'OMC a collaboré avec la CESAP en tant que partenaire clé (voir annexe, partie B) viennent compléter ce programme de formation. Elles impliquent aussi d'autres partenaires, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Des activités sont organisées conjointement avec des organisations internationales et régionales telles que l'Union internationale des télécommunications, l'Union européenne, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Plan de Colombo. La CESAP a aussi conclu un partenariat avec l'Institut indien du commerce extérieur (IIFT) pour la conduite d'une opération destinée aux pays les moins avancés.

8. Un soutien extrabudgétaire aux activités de recherche et aux concertations multipartites a également été apporté par des donateurs et des partenaires bilatéraux et autres. Le Gouvernement japonais a fourni un appui financier, en mettant l'accent sur la promotion du partage par les gouvernements de leur expérience en matière d'accession à l'OMC grâce au réseau commun CESAP-OMC-CNUCED de pays en développement en voie d'accession à l'OMC. Par le biais du Centre de recherches pour le développement international, le Gouvernement canadien finance le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation dans le domaine du commerce (ARTNeT), mis en place à l'initiative de la CESAP. La concertation régionale intitulée: «Mise en œuvre du cycle de l'OMC: dialogue de haut niveau entre gouvernements et entreprises aux fins du développement», préalable à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, a été financée par le Gouvernement de Macao (Chine). Le séminaire de base OMC-CESAP pour le Cambodge a été financé par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ). L'Union européenne, quant à elle, assiste financièrement les pays les moins avancés sans littoral, à savoir le Bhoutan et éventuellement le Népal.

II. CONCLUSIONS ET RÉSULTATS

9. La pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité du programme ont été évalués en détail dans le document E/ESCAP/CMG/9 (voir paragraphe 4 ci-dessus). Depuis lors, sa mise en œuvre s'améliore sous ces quatre aspects.

A. Pertinence et mandats

10. Le progrès continu, quoique lent, des négociations du Programme de Doha pour le développement a maintenu ces questions au centre des processus décisionnels internationaux touchant l'économie. Ceci est d'autant plus vrai dans la région Asie-Pacifique, vu que les pays continuent à appliquer des stratégies de croissance économique tournées vers l'extérieur et axées sur le commerce et les investissements. Les négociations de Doha sont à une étape critique, étant donné que la sixième

Conférence ministérielle de l'OMC, devant se tenir du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong (Chine), devrait mener à leur conclusion en 2006 ou 2007. Les conséquences pour les économies des membres et pour l'OMC en tant qu'institution en seront profondes et évolutives. En outre, c'est dans la région Asie-Pacifique que se trouve le plus grand nombre de pays en cours d'accession (13 sur un total mondial de 33), la plupart d'entre eux comptant parmi les pays les moins avancés. Les questions d'accession prennent dès lors une importance capitale pour le développement dans la région.

11. Les besoins et priorités en matière d'assistance technique des membres et membres associés ont été clairement exposés à travers les dispositifs intergouvernementaux de la Commission. Le programme y a répondu en tenant compte des spécificités propres à chaque membre et est dès lors resté très actuel¹. Ceci est par exemple illustré par les sujets couverts dans le programme pour 2004-2005, à savoir l'agriculture, l'accès aux marchés des produits non agricoles, les services et la facilitation du commerce, domaines clés qui, selon l'accord des membres de l'OMC sur l'ensemble de résultats de juillet 2004, devaient constituer les points principaux du programme de négociations².

12. Le rôle important de l'ONU dans ce domaine a été souligné par différents mandats mondiaux, notamment le Programme de Doha pour le développement, le Consensus de Monterrey et la Déclaration de Shanghai adoptée par la Commission dans sa résolution 60/1 du 28 avril 2004. Plus récemment, on peut noter la Déclaration de Jakarta sur les objectifs du Millénaire pour le développement en Asie et dans le Pacifique: la voie vers 2015. Celle-ci a été adoptée par la Conférence ministérielle régionale sur les objectifs du Millénaire pour le développement en Asie et dans le Pacifique, tenue à Jakarta du 3 au 5 août 2005, au cours de laquelle les ministres ont notamment confirmé leur attachement aux négociations du Programme de Doha pour le développement et réaffirmé la nécessité de renforcer la coopération dans la région en favorisant une plus grande cohérence entre les institutions multilatérales de développement et les systèmes financier et commercial multilatéraux. Les ministres ont aussi demandé au secrétariat d'ajouter un point sur les modalités de mise en œuvre régionale de la Déclaration à l'ordre du jour de la soixante-deuxième session de la Commission, devant être organisée en avril 2006 par le Gouvernement indonésien.

B. Qualité et efficacité

13. Le programme a continué à s'appuyer sur la mise en œuvre efficace de formations de qualité. La Commission, à sa soixante et unième session, l'a constaté comme il se doit lorsqu'elle a fait l'éloge des services consultatifs du secrétariat concernant le renforcement des capacités dans les

¹ Par exemple, le Comité, à sa première session, a noté avec satisfaction que le programme était bien adapté aux besoins des gouvernements, notamment des pays les moins avancés préparant leur accession à l'OMC (E/ESCAP/1307, par. 136).

² Après l'échec de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003, les membres de l'OMC ont relancé les négociations et le reste du programme de travail à partir d'un ensemble de résultats (l'«ensemble de résultats de juillet»), adopté le 1^{er} août 2004, qui contient des cadres et autres accords destinés à orienter les négociations et les porter à un autre niveau.

domaines du commerce et des investissements, en particulier le renforcement des capacités de négociation, de conclusion et d'application des accords de l'OMC. Tout en constatant que l'OMC fournissait une assistance technique, la Commission a noté l'importance des programmes d'autres organisations, dont la CESAP, qui concernent le commerce, particulièrement ceux qui sont organisés en partenariat avec l'OMC. La Commission a donc demandé au secrétariat de poursuivre et d'intensifier les activités de ce type³.

14. Les secrétariats de la CESAP et de l'OMC ont collaboré étroitement pour concevoir des formations accordant une place suffisante aux exemples et contenus spécifiques à la région.

15. Pour compléter les observations de la Commission concernant le programme de travail, le secrétariat a utilisé les réponses aux questionnaires de suivi et d'évaluation remplis par les participants comme moyen supplémentaire de mesurer son efficacité. Les questionnaires ont été révisés en 2004 pour fournir un retour d'information plus complet sur la qualité des présentations et des matériels de formation, ainsi que sur l'impact des activités. On a collecté des avis plus détaillés sur la manière dont les connaissances et le savoir-faire dispensés dans le cadre des activités du programme seraient mis en pratique dans le travail au quotidien. Cela passait par une efficacité accrue dans la préparation des notes de synthèse nationales, plus d'informations pour les superviseurs ou les ministres et une meilleure diffusion de l'information aux autres ministères. Dans l'ensemble, le programme a eu pour effet d'améliorer la formulation des positions de négociation nationales, 58,6 % des participants répondant que les capacités de négociation de leur pays s'étaient incontestablement renforcées et 29,3 % pensant qu'elles s'étaient probablement renforcées. Les améliorations les plus demandées consistaient à rallonger la durée des séminaires (une semaine étant la durée préférée) et à faire une plus grande place aux exercices pratiques.

16. Les questionnaires préalables à la formation, destinés à recueillir des informations détaillées sur le type de travail effectué par les participants, sont également très utilisés. Cet outil s'est avéré efficace pour améliorer la sélection des participants et la pertinence des formations offertes. Il a également rendu possible une meilleure concordance entre les attentes des participants et le résultat final des activités. Plus de 90 % des participants à des activités organisées en 2004 et 2005 dans le cadre du programme ayant répondu à des questionnaires d'évaluation ont estimé que les objectifs de leur formation avaient été pleinement atteints.

17. Plus généralement, la contribution du programme a été appréciée à sa juste valeur par l'OMC. Dans le rapport de cette dernière, il est dit que l'OMC et la CESAP avaient poursuivi leur collaboration concernant la mise en œuvre d'activités conjointes de coopération technique et de renforcement des capacités pour les économies de l'Asie et du Pacifique, et sont formulées les observations suivantes:

³ Voir le rapport de la Commission sur sa soixante et unième session, *Documents officiels du Conseil économique et social, 2005, supplément n°19* (E/2005/39-ESCAP/1359), par. 134.

La répartition des tâches et des coûts entre l'OMC et la CESAP a élargi et renforcé la coopération entre ces deux institutions. ... Au fil des ans, la CESAP est devenue un catalyseur et un facilitateur pour une compréhension beaucoup plus grande des questions négociées à l'OMC, une meilleure mise en œuvre des Accords de l'OMC et une participation plus active des économies de l'Asie et du Pacifique aux négociations du PDD. Les opérations d'assistance technique et de renforcement des capacités organisées conjointement par l'OMC et la CESAP peuvent être considérées comme des arrangements de partenariat stratégiques, car la CESAP, qui fait partie de l'ONU, apporte sa contribution dans une perspective de développement tant mondial que régional et facilite les échanges constructifs entre les fonctionnaires chargés des questions commerciales en poste dans les capitales asiatiques et à Genève⁴.

C. Efficience

18. Le programme est conçu pour être efficient et peut coûteux. Toutes les activités figurant dans le Plan annuel d'assistance technique et ayant fait l'objet d'un accord entre l'OMC et la CESAP ont été mises en œuvre. De plus, les pays participants sont les bénéficiaires directs de 80 % des fonds disponibles pour ce programme, étant donné que le personnel des secrétariats de la CESAP et de l'OMC effectue le travail de fond, y compris le conseiller régional de la CESAP qui, plutôt que des consultants externes, apporte ses compétences techniques. Pour plus d'efficacité, les activités de renforcement des capacités sont complétées plutôt qu'inutilement répétées. On a appliqué le même principe aux projets et activités mis en œuvre en partenariat avec les autres organisations concernées.

D. Impact à long terme et durabilité du programme

19. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le secrétariat a mobilisé des ressources extrabudgétaires auprès de donateurs et de partenaires bilatéraux et autres, ce qui renforce la durabilité du programme. Par exemple, l'Union européenne donnera, sur une période de trois ans, 400 000 euros au Bhoutan pour l'aider à se doter de ressources humaines compétentes en vue de sa future accession à l'OMC, alors qu'un projet similaire est en cours d'adoption pour le Népal. Le Gouvernement de Macao (Chine) finance et organise la concertation régionale préparatoire à la Conférence de Hong Kong. Parallèlement, la collaboration avec le secrétariat du Plan de Colombo et le Centre du commerce international CNUCED-OMC (CCI) a non seulement permis d'augmenter les ressources disponibles pour différentes activités de programme mais, en combinant les ressources et en évitant les doubles emplois, a assuré aux activités un impact plus important.

20. Malgré ces faits positifs, l'impact à long terme et la durabilité du programme demeurent les principaux défis à affronter de façon adéquate.

⁴ Organisation mondiale du commerce, «Rapport annuel sur la formation et la coopération technique (période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004)» (WTO/COMTD/W/139), soumis au Comité du commerce et du développement de l'OMC, par. 113 et 114.

21. Étant donné l'insuffisance des dotations pluriannuelles en ressources ordinaires et extrabudgétaires, il a été difficile pour le secrétariat de répondre suffisamment aux besoins exprimés par les membres et membres associés. Par exemple, les activités financées par le budget ordinaire pour l'exercice biennal 2004-2005 ont été achevées vers le milieu de 2005⁵. Sous réserve des fonds disponibles, il est possible d'augmenter le nombre, la durée et l'intensité de certaines activités, en mettant l'accent sur le développement de projets pilotes bien concrets dans différents pays, pouvant comporter des enseignements utiles pour les autres pays.

III. ORIENTATION FUTURE ET RECOMMANDATIONS

22. Le programme OMC-CESAP d'assistance technique est une activité vedette qui a grandement aidé les membres et membres associés de la CESAP à surmonter les problèmes que pose la mondialisation. Conçu pour remédier à un problème émergent, il est manifestement pertinent, les rôles de l'OMC et de la CESAP y sont bien définis et complémentaires, et il est fermement appuyé par la Commission. En outre, son contenu a évolué et continue à le faire au rythme des négociations de l'OMC. Les orientations futures proposées dans le présent rapport visent à augmenter la valeur de ce programme d'assistance technique qui s'inscrit dans le cadre de la gestion de la mondialisation.

23. Le secrétariat de la CESAP travaille en ce moment avec celui de l'OMC à l'élaboration de leur programme 2006-2007 de formation sur le Programme de Doha pour le développement. Compte tenu de l'évolution et de la croissance des compétences disponibles au niveau des gouvernements, ce programme sera plutôt axé sur des discussions participatives de type séminaire, mettant l'accent sur l'analyse des décisions émanant de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC et des implications de la conclusion du cycle de Doha. Cela constituera le noyau du programme.

24. Le programme sera complété par diverses activités récemment lancées par la CESAP, ayant trait au commerce et à la recherche sur les politiques commerciales (ARTNeT, mentionné plus haut), et par un nouveau programme en direction des universités visant à renforcer la composante OMC dans les programmes universitaires. Les programmes d'enseignement destinés aux jeunes, futurs décideurs, jouent un rôle clé dans la constitution des ressources humaines d'un pays. Avec le renforcement constant des capacités humaines et institutionnelles, le secrétariat prévoit que, sur le long terme, dans les pays en développement, les activités de formation seront de plus en plus souvent organisées et mises en œuvre par des centres d'excellence spécialisés dans la recherche et la formation. L'une des premières activités de ce genre a été menée à bien avec le concours de l'Institut indien du commerce extérieur, en vertu du mémorandum d'accord entre le Gouvernement indien et la CESAP concernant le programme de formation par pays tiers. Les secrétariats de la CESAP et de l'OMC sont là pour apporter des compétences supplémentaires, dans une perspective régionale et mondiale, avec l'impartialité que l'on attend d'organisations internationales.

⁵ Celles financées par des ressources extrabudgétaires demeuraient en cours d'exécution.

25. Le renforcement des moyens institutionnels et des ressources humaines étant un processus long et grand consommateur de ressources, le secrétariat de l'OMC restera dans l'immédiat un partenaire clé de la CESAP pour la mise en œuvre de ce programme de formation. Néanmoins, le secrétariat, en consultation avec l'OMC, envisagera la participation d'autres organismes des Nations Unies, notamment le CCI, la CNUCED et le PNUD, ainsi que de donateurs bilatéraux, en vue d'étendre ce programme.

26. Le secrétariat, en collaboration avec la CNUCED, réfléchit aussi aux moyens d'étendre ce programme en établissant des réseaux professionnels informels entre les fonctionnaires de la région et en organisant des sessions d'enseignement à distance.

27. En outre, le secrétariat cherche des moyens plus efficaces pour faire participer à ces activités des parties prenantes autres que les responsables gouvernementaux. C'est ainsi qu'une attention particulière sera accordée à la participation des parlementaires, qui jouent un rôle clé dans les questions commerciales aussi bien comme législateurs que comme représentants de l'électorat. Le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et d'autres parties prenantes jouent aussi un rôle clé dans le dialogue au niveau national et la réalisation d'un consensus sur la libéralisation du commerce et dans le processus décisionnel en matière commerciale, ce pourquoi la CESAP recherchera des partenariats plus étroits avec d'autres organisations du système des Nations Unies.

28. En conclusion, il semble que la qualité, l'efficacité, l'impact et la durabilité du programme pourraient être sensiblement améliorés:

- a) Si l'on pouvait disposer de plus de ressources budgétaires et extrabudgétaires;
- b) Si l'on organisait plus d'activités de suivi au niveau sectoriel, visant les mêmes participants;
- c) Si l'on organisait plus d'activités au niveau national, notamment pour les pays en voie d'accession ou ayant récemment adhéré à l'OMC. En plus d'être moins coûteuses que les activités régionales, les activités au niveau national visent aussi un public plus large, et leur impact est plus facile à mesurer;
- d) Si le secrétariat élaborait des matériels didactiques avec des études de cas et des exercices pratiques spécifiques à la région;
- e) Si l'on mettait un accent plus fort sur le renforcement des capacités de recherche et d'analyse des établissements de recherche et de formation;
- f) Si l'on organisait des activités comptant des participants autres que les responsables gouvernementaux, notamment des parlementaires et des représentants du secteur des affaires et de la société civile;
- g) Si l'on utilisait à cette fin l'enseignement à distance et l'établissement de réseaux électroniques.

29. Le Comité est invité à examiner ces conclusions et à donner de nouvelles directives au secrétariat.

Annexe

**LISTE D'ACTIVITÉS RELEVANT DU PROGRAMME OMC-CESAP
D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

A. Principales activités de formation OMC-CESAP

N°	Titre	Dates et lieu	Type de participants
1.	Premier cours OMC-CESAP de politique commerciale sur l'OMC et le système commercial multilatéral pour les économies en développement d'Asie	8-26 mai 2000, Bangkok	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire s'occupant depuis au moins deux ans de questions liées au commerce et directement associés aux travaux relatifs aux accords de l'OMC
2.	Deuxième cours OMC-CESAP de politique commerciale sur l'OMC et le système commercial multilatéral pour les économies en développement d'Asie	21 mai-1 ^{er} juin 2001, Bangkok	Id. (1)
3.	Troisième cours OMC-CESAP de politique commerciale sur l'OMC et le système commercial multilatéral pour les économies en développement d'Asie	18-29 mars 2002, Bangkok	Id. (1)
4.	Premier séminaire régional OMC-CESAP sur les procédures et les pratiques de règlement des différends et les négociations des accords de règlement des différends pour les économies asiatiques	10-12 avril 2002, Manille	Responsables des capitales chargés directement du règlement des différends au sein de l'OMC, notamment des négociations sur les accords de règlement des différends prévus dans ce domaine
5.	Séminaire régional OMC-CESAP-ASEAN sur les accords de l'OMC relatifs à l'agriculture, aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux textiles et vêtements	23-26 avril 2002, Bangkok	Hauts responsables des 10 États membres de l'ASEAN dont les responsabilités concernent directement la politique commerciale en général et les questions commerciales liées aux textiles et vêtements et à l'agriculture en particulier
6.	Deuxième séminaire régional OMC-CESAP sur les procédures et les pratiques de règlement des différends et les négociations des accords de règlement des différends pour les économies asiatiques	4-7 juin 2002, Bangkok	Id. (4)
7.	Séminaire régional OMC-CESAP-ASEAN sur la facilitation du commerce par l'application de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce	29-31 octobre 2002, Hô Chi Minh-Ville (Viet Nam)	Hauts responsables des 10 États membres de l'ASEAN et la Chine dont les responsabilités concernent directement la politique commerciale en général et les questions commerciales liées aux textiles et vêtements et à l'agriculture en particulier
8.	Quatrième stage OMC-CESAP de politique commerciale sur les accords de l'OMC et le Programme de Doha pour le développement	18-29 novembre 2002, Bangkok	Id. (1)

N°	Titre	Dates et lieu	Type de participants
9.	Cinquième stage OMC-CESAP de politique commerciale sur les accords de l'OMC et le Programme de Doha pour le développement	18-28 février 2003, Bangkok	Id. (1)
10.	Troisième séminaire régional sur les procédures et les pratiques de règlement des différends et les négociations des accords de règlement des différends pour les économies asiatiques	10-13 mars 2003, Oulan-Bator	Id. (4)
11.	Atelier de formation régional OMC-CESAP sur les négociations multilatérales sur l'agriculture	21-23 juillet 2003, Bangkok	Hauts responsables ayant des responsabilités directes en matière de politique commerciale agricole habilités à prendre des décisions et responsables participant aux négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture et sur les questions liées à l'agriculture dans le cadre du Programme de Doha pour le développement
12.	Séminaire régional organisé conjointement par l'UIT, la CESAP et l'OMC sur des questions relatives aux télécommunications et au commerce	28-30 octobre 2003, Bangkok	Hauts responsables directement associés aux négociations relatives aux accords de l'OMC et à leur application
13.	Programme avancé organisé conjointement par l'OMC, la CESAP, le Ministère du commerce et l'Université de Beijing à l'intention des hauts responsables gouvernementaux et consacré aux négociations relatives au Programme de Doha pour le développement (Cette réunion était d'abord prévue du 31 mars au 11 avril 2003; cependant, elle a commencé le 31 mars 2003 et a été annulée le 2 avril 2003 par suite d'une recommandation aux voyageurs émise par l'OMS).	27 octobre-1 ^{er} novembre 2003, Beijing	Hauts responsables gouvernementaux (vice-ministres) des pays membres et observateurs à l'OMC appartenant aux groupes des pays en développement et des pays en transition, disposant des outils analytiques nécessaires pour formuler des positions de négociation appropriées sur les questions qui sont au cœur du Programme de Doha pour le développement et s'occupant de questions directement liées aux négociations relatives à ce programme, notamment de la formulation de la position de négociation de leur gouvernement, et participant aux négociations elles-mêmes
14.	Sixième cours OMC-CESAP de politique commerciale sur les accords de l'OMC et le Programme de Doha pour le développement	10-21 novembre 2003, Manille	Id. (1)
15.	Septième cours OMC-CESAP de politique commerciale sur les accords de l'OMC et le Programme de Doha pour le développement	8-12 mars 2004, Bangkok	Id. (1)
16.	Atelier régional OMC-CESAP pour les pays d'Asie et du Pacifique concernant les négociations sur le commerce des services	25-27 mai 2004, Dhaka	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire participant au processus décisionnel et aux négociations sur le commerce des services

N°	Titre	Dates et lieu	Type de participants
17.	Séminaire régional OMC-CESAP sur le commerce et le développement	29 juin-1 ^{er} juillet 2004, Bali (Indonésie)	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire et supérieur associés aux politiques commerciales et de développement
18.	Atelier de formation régional OMC-CESAP concernant les négociations multilatérales sur l'agriculture	13-14 septembre 2004, Colombo	Id. (11)
19.	Séminaire régional OMC-CESAP sur l'évaluation en douane, la facilitation du commerce et les règles d'origine	27-29 septembre 2004, Yangon	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire participant au processus décisionnel et aux négociations relatives à l'évaluation en douane, la facilitation du commerce et les règles d'origine
20.	Séminaire régional organisé par l'OMC, la CESAP et l'Administrative State College of India à l'intention des pays d'Asie et du Pacifique sur la politique de la concurrence, le développement et le système commercial multilatéral	6-8 octobre 2004, Hyderabad (Inde)	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire et supérieur associés à la conception de la politique de la concurrence
21.	Atelier de formation régional OMC-CESAP concernant les négociations multilatérales sur l'agriculture	26-27 janvier 2005, Kuala Lumpur	Id. (11)
22.	Huitième cours OMC-CESAP de politique commerciale sur les accords de l'OMC et le Programme de Doha pour le développement	7-11 mars 2005, Bangkok	Id. (1)
23.	Atelier régional CESAP-OMC sur la facilitation du commerce	5-7 avril 2005, Hangzhou (Chine)	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire concernés par la facilitation du commerce
24.	Séminaire régional OMC-CESAP concernant les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles pour les pays d'Asie et du Pacifique	25-27 avril 2005, Yangon	Responsables gouvernementaux de rang intermédiaire et supérieur participant à la formulation des politiques et aux négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles
25.	Séminaire régional OMC-CESAP sur le commerce des services [le Forum sur le commerce mondial des services, 9-10 juin, faisant partie du séminaire]	6-10 juin 2005, Shanghai (Chine)	Id. (16)

B. Activités complémentaires concernant l'OMC mises en œuvre en étroite collaboration avec l'OMC et d'autres organisations internationales

1.	Réunion de haut niveau CESAP-CNUCED des pays en développement de la CESAP préparatoire à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC	24-25 septembre 2001, Bangkok	Hauts responsables des politiques commerciales des pays membres de la CESAP
----	---	-------------------------------	---

N°	Titre	Dates et lieu	Types de participants
2.	Cours sur les politiques commerciales pour les pays de la sous-région Bassin du Mékong	26-28 septembre 2001, Bangkok	Responsables de rang intermédiaire et inférieur des ministères et des organisations des pays de la sous-région Bassin du Mékong concernés par le commerce international
3.	Atelier de formation CESAP-Ministère du Commerce sur les accords de l'OMC et les créneaux commerciaux et d'investissements pour le Myanmar	30 janvier, 1 ^{er} février 2002, Yangon	Responsables gouvernementaux, universitaires et secteur privé
4.	Séminaire régional sur la facilitation de l'accession des membres en développement de la CESAP à l'OMC	18-21 février 2002, Bangkok	Hauts responsables des politiques commerciales des pays membres de la CESAP
5.	Concertation régionale de haut niveau sur le Programme de négociations de l'OMC en préparation de Cancún	10-12 juin 2003, Bangkok	Hauts responsables politiques
6.	Séminaire régional sur la facilitation de l'accession des membres de la CESAP à l'OMC par la coopération régionale	12-13 juin 2003, Bangkok	Principaux négociateurs des pays en voie d'accession à l'OMC
7.	Cours de politique commerciale sur les accords et les procédures de l'OMC	27-31 octobre 2003, Almaty (Kazakhstan)	Responsables politiques, négociateurs commerciaux, secteur privé, universitaires, parlementaires, société civile, etc., des pays d'Asie centrale et du Caucase
8.	Réunion d'un groupe spécial d'experts sur le Programme d'après Cancún pour la libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC et ses conséquences pour les économies en développement	18-19 novembre 2003, Bangkok	Experts sur l'OMC
9.	Conférence nationale sur les négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce	16-17 février 2004, Islamabad	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire et supérieur concernés par les accords et les négociations de l'OMC, secteur privé, universitaires, société civile, médias, etc. (Pakistan)
10.	Atelier régional concernant les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles pour les pays d'Asie et du Pacifique	29-31 mars 2004, Phnom Penh	Responsables gouvernementaux concernés par les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles
11.	Concertation régionale sur l'environnement commercial de l'après-Cancún	30-31 mars 2004, Bangkok	Hauts responsables gouvernementaux participant à la formulation des politiques commerciales et aux négociations commerciales, secteur privé, universitaires
12.	Concertation régionale sur la facilitation de l'accession des pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce	31 mars-1 ^{er} avril 2004, Bangkok	Principaux négociateurs des pays en voie d'accession à l'OMC

N°	Titre	Dates et lieu	Types de participants
13.	Cours de perfectionnement CESAP-OMC sur le Programme de Doha pour le développement	10-13 mai 2004, Erevan	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire des pays d'Asie centrale et du Caucase, et de la Mongolie
14.	Programme de formation Plan de Colombo-CESAP consacré au dialogue régional sur la manière dont le régionalisme et le multilatéralisme déterminent le système commercial international	15-19 mai 2004, Téhéran	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire des pays membres du Plan de Colombo
15.	Programme de formation Plan de Colombo-CESAP sur les processus et initiatives institutionnels favorables aux positions des pays en développement dans le cadre des négociations de l'OMC	22 juin-3 juillet 2004, Séoul	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire participant à la formulation de politiques commerciales et aux négociations commerciales des pays membres du Plan de Colombo
16.	Atelier régional Association parlementaire du Commonwealth-OMC destiné aux parlementaires: l'OMC, le Programme de Doha pour le développement et le rôle des parlementaires	8-10 novembre 2004, Singapour	Parlementaires de pays en développement d'Asie
17.	Séminaire de base OMC-CESAP pour le Cambodge	17-19 novembre 2004, Phnom Penh	Responsables politiques, secteur privé, universitaires, société civile et autres parties prenantes du Cambodge concernés par les questions relatives à l'OMC
18.	Séminaire national organisé conjointement par l'Institut international du commerce et du développement, l'OMC et la CESAP sur le commerce des services de santé	28 janvier 2005, Bangkok	Responsables gouvernementaux et autres parties prenantes de Thaïlande concernés par le commerce des services de santé
19.	Programme de formation Institut indien du commerce extérieur-CESAP sur la mondialisation: l'OMC et les pays en développement	14-18 février 2005, New Delhi	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire de pays les moins avancés
20.	Atelier de renforcement des capacités organisé par le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation dans le domaine du commerce (ARTNeT) consacré à la recherche en commerce international	22-25 mars 2005, Bangkok	Responsables gouvernementaux de niveau intermédiaire et chercheurs d'ARTNeT
21.	Cours de formation de base sur les politiques commerciales pour la Mongolie	7-9 septembre 2005, Oulan-Bator	Responsables politiques, négociateurs commerciaux, secteur privé, universitaires, parlementaires, société civile, etc., de Mongolie
22.	Mise en œuvre du cycle de l'OMC: dialogue de haut niveau entre gouvernements et entreprises aux fins du développement (préparatoire à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC)	4-6 octobre 2005, Macao (Chine)	Hauts responsables, secteur privé des pays en développement d'Asie et du Pacifique concernés par les négociations sur les politiques commerciales